

RAPPORT FINANCIER

2020



www.marocleasing.ma

SOMMAIRE

1	PRESENTATION DE MAROC LEASING.....	3
2	RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	5
3.	RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	13
4.	GOUVERNANCE.....	15
4.1	CONSEIL D'ADMINISTRATION	15
4.2	COMITÉS ÉMANANT DE L'ORGANE D'ADMINISTRATION	16
4.3	COMITÉS ÉMANANT DE L'ORGANE DE DIRECTION	16
5.	GESTION GLOBALE DES RISQUES	18
5.1	RISQUE DE CRÉDIT.....	18
5.2	RISQUES DE LIQUIDITÉ ET DE TAUX.....	19
5.3	DISPOSITIF DU RISQUE OPERATIONNEL	20
6.	DISPOSITIF DU CONTROLE PERMANENT	22
7.	DISPOSITIF DE CONFORMITÉ, DEONTOLOGIE ET ETHIQUE.....	22
7.1	CONFORMITE	22
7.2	DEONTOLOGIE ET ETHIQUE.....	23
8.	GOUVERNANCE DU SYSTEME D'INFORMATION	23
9.	SYSTÈMES DE MANAGEMENT DE LA QUALITE	25
10.	RAPPORT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL.....	25
11.	LISTE DES COMMUNIQUES DE PRESSE.....	28
12.	ANNEXES: COMPTES SOCIAUX ANNUELS.....	29

1 PRESENTATION DE MAROC LEASING

Spécialisée dans le financement en crédit-bail de biens mobiliers et immobiliers destinés aux professionnels et aux entreprises au Maroc, Maroc Leasing créée en 1965, est le pionnier du leasing au Maroc.

Forte de son expérience de 55 ans d'activité, Maroc Leasing a développé une expertise et un savoir-faire reconnus, la positionnant aujourd'hui comme le partenaire de référence du financement et de la promotion de l'investissement productif.

Cotée à la Bourse de Casablanca et s'appuyant sur l'expérience d'une centaine de collaborateurs qualifiés, Maroc Leasing propose à ses clients un accompagnement personnalisé, les assistant à mener et à optimiser leurs projets d'investissements.

Adapté aux besoins de financement de l'investissement productif des entreprises et des professionnels, le crédit-bail est une solution souple, économique et fiscalement avantageuse, permettant aux entrepreneurs de se concentrer sur le cœur de leur activité.

1.1 FICHE SIGNALÉTIQUE

Dénomination sociale	MAROC LEASING
Activité	Financement en crédit-bail de biens mobiliers et immobiliers
Date de constitution	21 Avril 1965.
Siège social	57. Angle Bd Abdelmoumen et Rue Pinel – Casablanca. Tel: (212) 022 42 95 95 (L.G) Fax: (212) 022 42 95 00 www.marocleasing.ma
Capital social	277 676 800,00 MAD (Deux Cent Soixante Dix Sept Millions Six Cent Soixante Seize Mille Huit Cent Dirhams).
Actionnaires	Banque Centrale populaire53,11 % Crédit Immobilier et Hôtelier.....34,01 % The Arab Investment Company.....5,74 % Divers actionnaires.....7,14 %
Dirigeants	Président du Conseil d'Administration : M. Mohamed Karim MOUNIR Directeur Général : M. Mohamed AMIMI

1.2 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2019

Maroc Leasing confirme son ambition d'entretenir une bonne dynamique de croissance à travers son processus de transformation porté par sa stratégie ESSOR 2022.

Placée sous le signe de la transformation digitale, l'année 2019 aura été marquée par la conduite et l'accomplissement d'un certain nombre de projets structurants.

- **Maroc Leasing, première société de crédit-bail au Maroc certifiée ISO 9001-Version 2015**

Inscrite dans une démarche d'amélioration continue, Maroc Leasing a choisi d'adopter un **Système de Management de la Qualité (SMQ)** en phase avec ses orientations stratégiques. Elle devient ainsi la première société de leasing au Maroc à avoir certifiée l'ensemble de ses activités conformément à la norme ISO 9001V 2015.

- **Mise en place de la solution de gestion de la relation client, CRM**

Conformément à son plan de développement ESSOR 2022, visant à mettre le client au centre de ses orientations stratégiques, Maroc Leasing a mis en place une solution de gestion de la relation client (CRM). L'objectif étant de disposer d'une vision 360° sur le client lui permettant d'améliorer sa qualité de service par la performance, la collaboration et l'excellence opérationnelle.

- **Maroc Leasing ouvre sa nouvelle agence à Fès**

Ayant pour ambition de renforcer son ancrage régional, Maroc Leasing a ouvert courant avril 2019, **une nouvelle agence à Fès**, après celles de : Tanger, Rabat, et Agadir.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de sa vision axée sur la proximité client, assurant par la même occasion une meilleure réactivité en termes de traitement de dossiers et de prise de décision.

- **Mise en place d'un Schéma Directeur du système d'information**

Dans le cadre du renforcement de sa gouvernance SI et pour veiller à la cohérence de ses projets structurants avec sa nouvelle vision stratégique, Maroc Leasing s'est dotée d'un Schéma Directeur du Système d'Information (SDSI) socle de sa transformation digitale et de l'industrialisation de ses activités.

- **Renforcement du système de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement de terrorisme**

Pour être en phase avec les nouvelles exigences réglementaires en matière de LAB-FT, Maroc Leasing a procédé à la refonte de son système de gestion de la lutte anti blanchiment et financement du terrorisme à travers l'automatisation et l'acquisition de nouvelles solutions en phase avec sa dynamique de transformation.

Outil à part entière dans sa stratégie marketing et communication, Maroc Leasing a participé, courant 2019, à différents événements, foires et salons, dont : Médical Expo, SIAM, LOGISMED, HALIEUTIS, AMICA et AMITH.

L'année 2019 a également été marquée par la mise sur le marché d'un ensemble de nouveaux produits dont : MEDICAL LEASING, NAKL LEASING, AL MOUKAWIL CHAABI LEASE. L'objectif étant de répondre aux besoins les plus spécifiques de ses clients.

Maroc leasing a aussi adapté son organisation commerciale en adoptant une organisation hybride par segment de marché et par région pour mieux répondre aux exigences de ses clients.

2 RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

2.1 Environnement économique international

L'année 2019 aurait été marquée par un net ralentissement de l'économie mondiale à 2,9%, le plus faible taux de croissance depuis la crise de 2008 au lieu d'une moyenne de 3,5% entre 2012 et 2018. Outre l'intensification des incertitudes liées au contexte des négociations commerciales sino-américaines et les retombées du BREXIT, l'économie mondiale aurait été impactée par l'exacerbation des tensions protectionnistes entre les grandes économies, par les conflits géopolitiques et par les perturbations qu'aurait connues le secteur manufacturier, accentuant ainsi l'attentisme et le manque de visibilité en matière d'investissement au niveau mondial.

Aux Etats Unis, la hausse des salaires réels et la bonne tenue du marché du travail, associées aux baisses successives du taux directeur, auraient continué de soutenir les dépenses de consommation des ménages. Toutefois, le ralentissement de l'investissement privé et des exportations aurait pesé lourdement sur la croissance économique qui se serait décélérée à 2,3% en 2019 au lieu de 2,9% enregistrée en 2018.

Dans la zone euro, la croissance se serait inscrite dans une tendance baissière passant de 1,9% en 2018 à 1,1% en 2019. Ce ralentissement serait resté attribuable notamment à la faiblesse de la demande extérieure, aux retombées du BREXIT et aux difficultés du secteur industriel, ce qui aurait pesé sur l'investissement des entreprises. Néanmoins, l'expansion de la consommation publique et la consolidation de la consommation privée, confortée par les conditions favorables du marché du travail et par le niveau bas de l'inflation auraient stimulé la croissance économique dans la zone.

Au niveau des pays émergents et en voie de développement, la croissance économique en Chine aurait ralenti passant de 6,6% en 2018 à 6,1% en 2019. Cette décélération aurait été attribuable aux répercussions des tensions commerciales sur l'investissement et les exportations. Afin de booster l'activité économique via la demande intérieure, des mesures d'assouplissement budgétaires et

monétaires ont été prises. Il s'agit notamment de la baisse des impôts et des charges sociales, de la réduction des réserves obligatoires et de la révision à la baisse du taux directeur.

2.2 Environnement économique national

Après deux bonnes années agricoles, la campagne 2018/2019 aurait été impactée par des conditions climatiques défavorables marquées par une faible pluviométrie et par une mauvaise répartition temporelle des précipitations. Ainsi, la production céréalière n'aurait pas dépassé 52 millions de quintaux, en baisse de 50% par rapport à 2018 et de 34% par rapport à la moyenne réalisée entre 2008 et 2017. Toutefois, ce recul aurait été atténué par la performance des autres cultures, notamment les cultures maraichères, industrielles et l'arboriculture. Plus particulièrement, la production des agrumes et des olives aurait progressé respectivement de 15% et 22% par rapport à la campagne précédente.

La production des filières animales, qui représentent près de 30% de la production agricole globale, se serait stabilisée. La faiblesse des parcours végétaux, due au déficit pluviométrique, n'aurait que légèrement affecté les activités d'élevage qui auraient bénéficié des disponibilités de paille et d'orge reconstituées lors des deux dernières campagnes agricoles.

Ainsi, la valeur ajoutée agricole en 2019 se serait repliée de 5,4% au lieu d'une hausse de 4% l'année précédente. Tenant compte d'une amélioration de 7,6% des activités de la pêche maritime au lieu d'une baisse de 11% en 2018, le secteur primaire aurait enregistré un recul de 4,3% au lieu d'une progression de 2,7% une année auparavant. Il aurait ainsi dégagé une contribution négative à la croissance du Produit Intérieur Brut de 0,5 point en 2019 au lieu d'une contribution positive de 0,3 point en 2018.

Les activités non-agricoles auraient enregistré un rythme un peu plus soutenu de 3,3% en 2019 au lieu de 2,8% en 2018, attribuable notamment au raffermissement du secteur tertiaire. Toutefois, ces activités auraient été influencées par des tendances défavorables des activités secondaires, notamment le net ralentissement des activités extractives et des industries de transformation. Ainsi, les activités secondaires hors énergie, auraient enregistré un rythme de croissance en baisse, passant de 2,8% en 2018 à 2,3% en 2019.

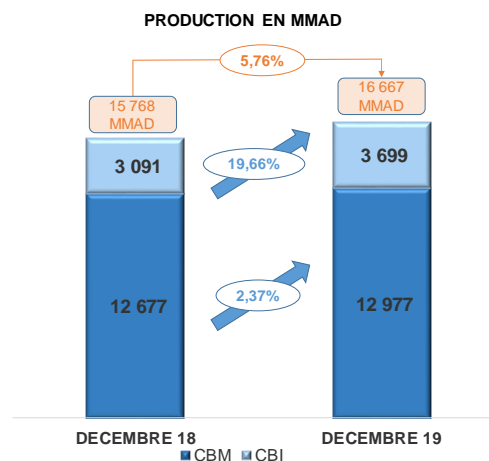
Dans ces conditions, et compte tenu de l'évolution de 2,7% des impôts et taxes sur produits nets de subventions, la croissance économique nationale aurait ralenti à 2,3% en 2019 au lieu de 3% en 2018, affichant ainsi un taux de croissance parmi les plus faibles depuis 2007, après celui de l'année 2016.

Concernant l'évolution des prix intérieurs, l'année 2019 aurait été marquée par le ralentissement de la demande intérieure et par la baisse des cours des matières premières au niveau international, contribuant à la modération de l'inflation importée. De ce fait, la hausse du niveau général des prix aurait été faible aux alentours de 0,8% au lieu de 1,1% enregistrée en 2018.

Par ailleurs, le volume de l'investissement brut aurait connu une croissance timide de 0,5% au lieu de 5,9% l'année précédente ; sa contribution à la croissance aurait été seulement de 0,2 point au lieu de 1,9 point en 2018. Ce tassement s'explique par la baisse de la variation des stocks de 10,3% par rapport à un an auparavant, suite notamment à la baisse de la production agricole et au déstockage de matières premières. Sa contribution à la croissance aurait été négative de 0,5 point. Cependant, la formation brute du capital fixe, favorisée notamment par la hausse de l'investissement de l'administration publique en infrastructure de base, se serait accrue de près de 2,4% au lieu de 1,2% en 2018. Sa contribution à la croissance serait passée à près de 0,7 point en 2019 au lieu de 0,3 point en 2018.

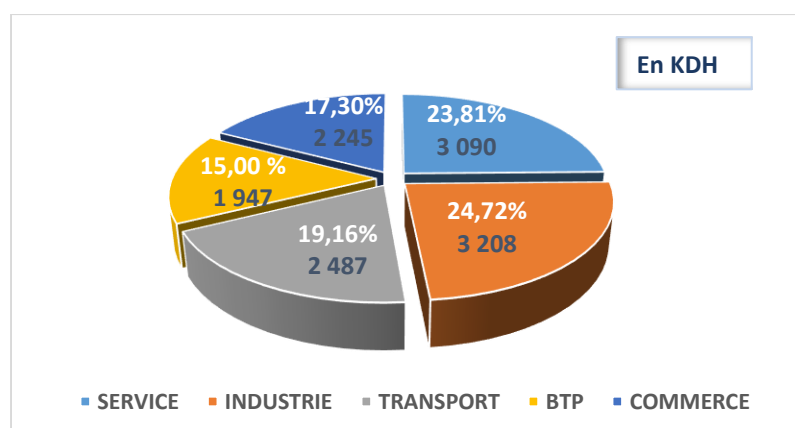
2.3 EVOLUTION DU MARCHÉ DE CRÉDIT BAIL AU MAROC

Le marché national de crédit-bail demeure dans une logique de croissance importante, le taux de croissance du secteur ayant atteint **5,76%** avec une production de **16 667 MDH** au 31/12/2019 contre 15 768 MDH en 2018.



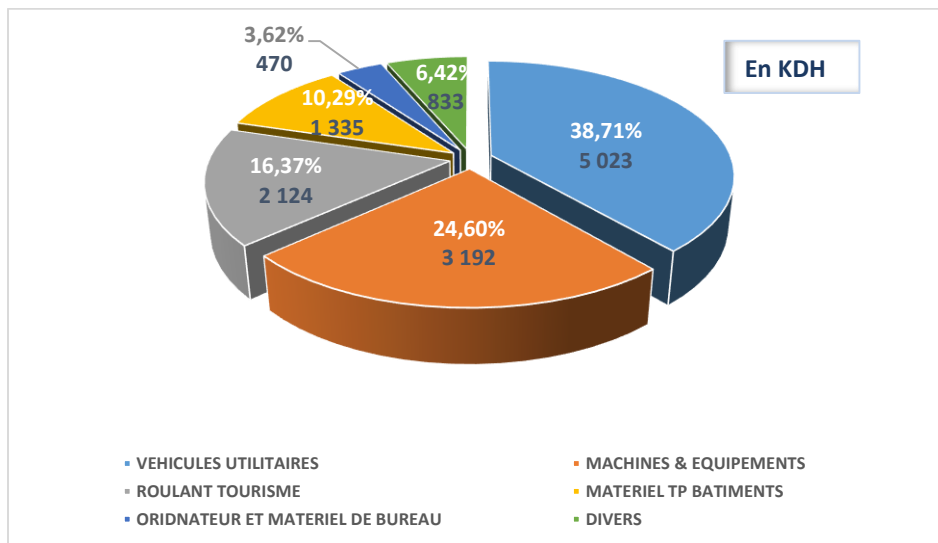
Constituant le cœur de métier de la profession, la production de Crédit-Bail Mobilier (CBM), reste prépondérante avec 77.82 % de la production totale, soit 12 977 MDH contre 12 677 MDH en 2018.

✓ La répartition de la production CBM par secteur se présente comme suit :

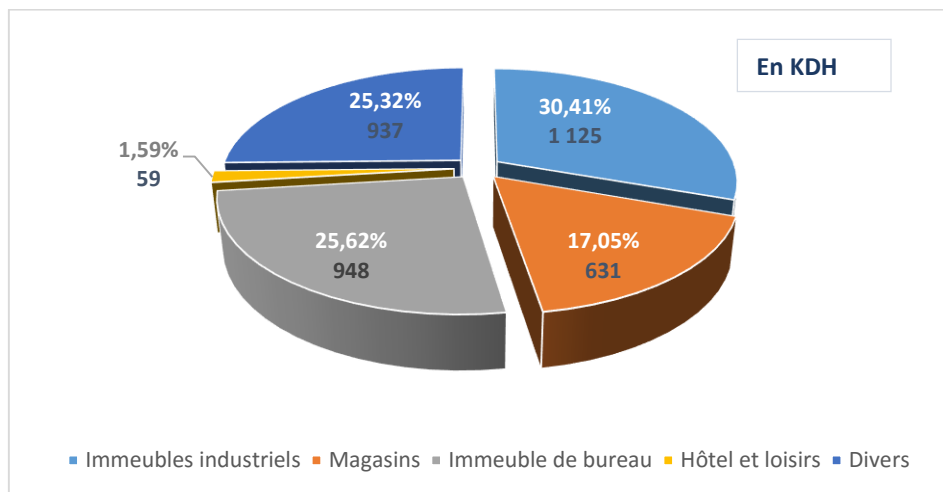


La production relative aux secteurs « Industrie » et « service » représente 49% de la production globale.

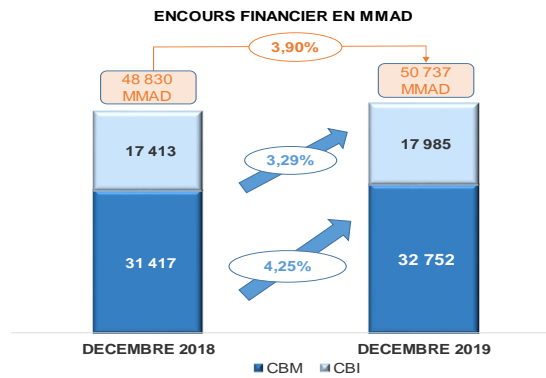
✓ **La répartition de la production CBM par nature de bien :**



Le Crédit-Bail Immobilier (CBI), quant à lui, a vu sa production croître de 19.66% passant de 3 091 MDH en 2018 à 3 699 MDH à fin décembre 2019. Sa part dans la production globale se situe à 21.18%, et se répartit par type de bien comme suit :



En conséquence, l'encours global du marché a progressé de 3.90 % passant de 48 830 MDH au 31/12/2018 à 50 737 MDH au 31/12/ 2019.



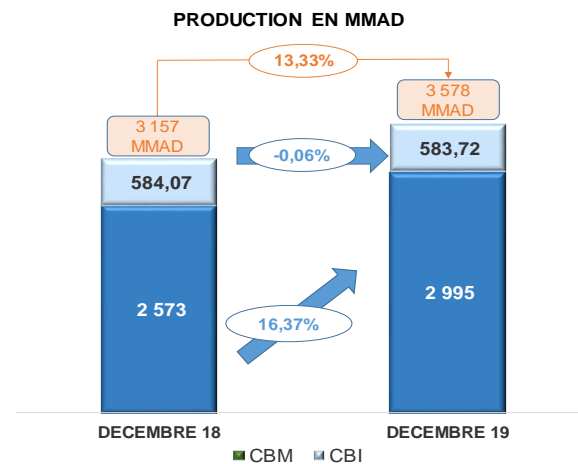
La ventilation de l'encours global par type de produit se présente comme suit :

- **Crédit-Bail Mobilier** : 32 752 MDH au 31/12/2019 contre 31 417 MDH au 31/12/2018, soit une évolution de 4.25 %.
- **Crédit-Bail Immobilier** : 17 985 MDH au 31/12/2019 contre 17 413 MDH au 31/12/2018, soit une progression de 3.29 %.

2.4 BILAN D'ACTIVITÉ DE MAROC LEASING

2.4.1 Production

La production globale réalisée au 31/12/2019 s'établit à **3 578 MDH** en hausse de 13.33% par rapport à 2018.

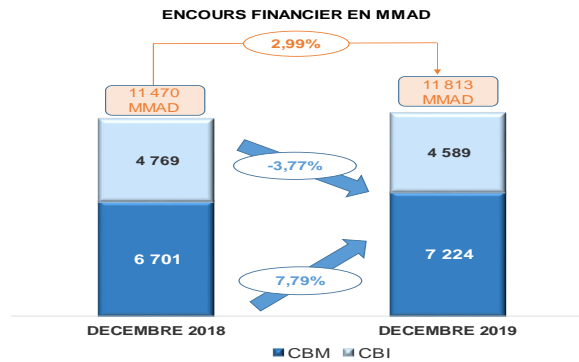


La production CBM atteint 2 995 MDH, soit 83.69% du total réalisé, et 23.08 % de part de marché.

La production CBI se stabilise à 584 MDH, soit 16.31 % du total réalisé, et 15.78 % de part de marché.

2.4.2 Encours financier

L'encours global de Maroc Leasing a enregistré une hausse de 2.99 % passant de 11 471 MDH au 31/12/18 à 11 813 MDH au 31/12/19, représentant une part de marché de 23.28 %.

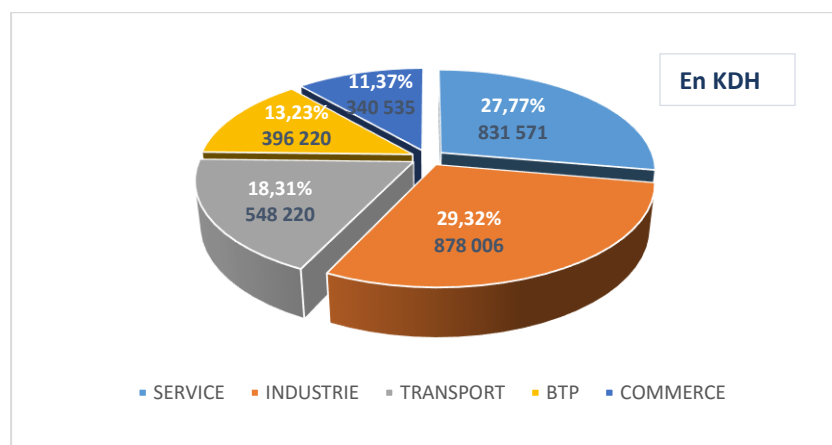


L'encours CBM qui représente 61,15% de l'encours financier global, enregistre une hausse de 7,79 % par rapport à fin décembre 2018.

Quant à l'encours CBI qui représente 38,85% de l'encours financier global, il affiche une baisse de 3,77% par rapport à fin décembre 2018 sous l'effet des rachats anticipés.

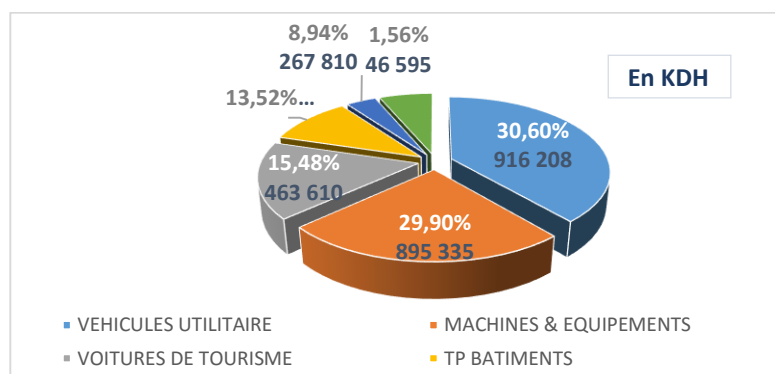
2.4.3 Répartition sectorielle de la production CBM

La répartition sectorielle de la production CBM de Maroc Leasing en 2019 se présente comme suit :



La production relative aux secteurs « Industrie » et « service » représente 57% de la production globale. Il est à noter que le secteur « industrie » mobilise à lui seul 878 MDH, en forte évolution de 56% par rapport à 2018. Il représente 29.32% de la production CBM globale.

2.4.4 Production CBM par nature d'équipement



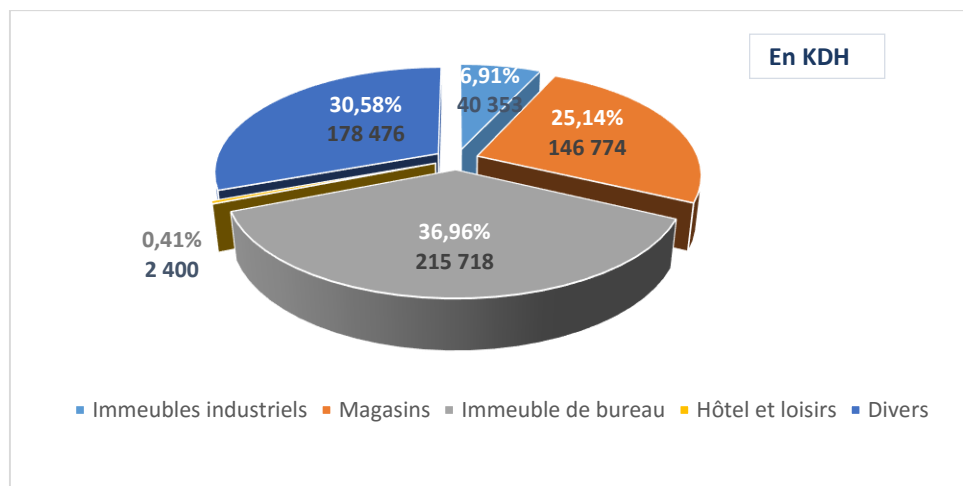
Le matériel roulant (véhicules utilitaires et voitures de tourisme) représente 46% de la production CBM de Maroc Leasing, enregistrant une hausse de 5.31 % par rapport à l'exercice précédent.

Le financement des machines et équipement industriels affiche une évolution de 14% et représente 29,90% de la production CBM.

2.4.5 Répartition CBI par nature de bien

Au titre de l'année 2019, les financements en crédit-bail immobilier ont atteint 584 MDH soit 16.31 % de la production globale de Maroc Leasing et 15.78% de part de marché.

La répartition par type de bien se présente comme suit :



2.6 SITUATION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2019

Au niveau des ressources, l'encours des financements au 31 décembre 2019 a atteint 8 276 MDH contre 8 327 MDH en 2018.

Concernant l'exploitation, le chiffre d'affaires hors taxes, principale composante des produits d'exploitation bancaires, a atteint un montant de 3 651 MDH contre 3 489 MDH l'exercice précédent.

Au niveau des charges d'exploitation, les charges financières se sont élevées à 376,16 MDH contre 381,77 MDH en 2018, en baisse de 1,47%. Les dotations aux amortissements ont totalisé la somme de 2 944 MDH contre 2 806 MDH en 2018, le taux d'amortissement se situe ainsi à 80,63% contre 80,42% en 2018.

Le Produit Net Bancaire, quant à lui, s'établit à 330,75 MDH contre 301,05 MDH en 2018, soit une hausse de 9,86%.

Les charges générales d'exploitation ont totalisé la somme de 74,87 MDH contre 71,07 MDH en 2018, en hausse de 5,34% :

- ✓ Les frais du personnel se sont élevés à 45,02 MDH contre 43,68 MDH en 2018 ;
- ✓ Les impôts et taxes ont totalisé un montant de 471 KDH contre 498 KDH ;
- ✓ Le poste des charges externes a atteint à fin décembre 2019 un montant de 22,45 MDH contre 20,92 MDH.

Le compte de provisions pour créances en souffrance a enregistré une dotation de 153,73 MDH au 31/12/2019 contre 137,81 MDH en 2018. Quant aux provisions sur créances récupérées, elles ont fait l'objet de reprises à hauteur de 64,24 MDH contre 68,15 MDH l'année précédente.

Le résultat net affiche un montant de 72,22 MDH contre 72,14 MHD à fin décembre 2018, soit une hausse de 0,11%.

Les principaux indicateurs financiers se présentent comme suit :

En KDH	2019	2018	EVOL.
Encours financier	11 813 127	11 470 559	2,99%
Chiffre d'affaires HT	3 651 385	3 489 308	4,64%
Charges financières	376 156	381 767	-1,47%
Charge des immobilisations en crédit- bail et en location	2 944 266	2 806 329	4,92%
Produit Net Bancaire (PNB)	330 747	301 051	9,86%
Charges générales d'exploitation	74 869	71 071	5,34%
Dotations aux provisions nettes de reprises	125 186	108 191	15,71%
Résultat net	72 222	72 141	0,11%

2.7 PERSPECTIVE 2020

En 2020, Maroc Leasing poursuivra la mise en œuvre de son plan stratégique. Les perspectives d'activité et de résultat de l'année 2020 font apparaître une production prévisionnelle de 3 900 MDH,

Généralant un produit Net Bancaire attendu de 326 MDH pour un résultat net aux alentours de 86 MDH.

Ces objectifs sont en cours de révision, suite au contexte actuel relatif à la pandémie de COVID-19, les éventuels impacts seront présentés aux organes de gouvernances et à l'assemblée générale en temps utile.

3. RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc



Mazars Audit et Conseil
101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca

RESUME DU RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2019

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la Société **MAROC LEASING S.A**, comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 1 040 996 dont un bénéfice net de KMAD 72 222.

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Nous certifions que les états de synthèse cités ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société **Maroc Leasing S.A** au 31 décembre 2019 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

Faïçal MEKOUAR
Associé

FIDAROC GRANT THORNTON
Membre du Réseau Grant Thornton
International
47, Rue Allal Ben Abdellah - Casablanca
Tél. : 05 22 54 49 00 Fax : 05 22 29 66 70

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Mazars Audit et Conseil
101, Boulevard Abdelmoumen
20360 Casablanca
Tél. : 05 22 42 34 25
Fax : 05 22 42 41 10
Taha FERDAOUS
Associé

Casablanca, le 24 Février 2020

47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

Mazars Audit et Conseil
101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2019

En notre qualité des Commissaires Aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées conformément aux dispositions des articles 56 à 59 de la loi 17- 95 telle que modifiée et complétée par les lois 20-05,78-12, et 78-12.

Il nous appartient de vous présenter les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées par le Président du Conseil d'Administration ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon la loi ci-dessus, de vous prononcer sur leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard des normes de la profession au Maroc. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été communiquées avec les documents de base dont elles sont issues.

I. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE

Le Président de votre Conseil d'Administration ne nous a donné avis d'aucune convention nouvelle conclue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

II. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DES EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

Néant

Casablanca, le 24 Février 2020

Les Commissaires aux Comptes

Fidaroc Grant Thornton


FIDAROC GRANT THORNTON
Membre du Réseau Grant Thornton
10000000000
47 Rue Allal Ben Abdellah - Casablanca
TEL: 05 22 54 42 00 Fax: 05 22 29 66 70

Faïçal MEKOUAR
Associé

Mazars Audit et Conseil


MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101, Boulevard Abdelmoumen
20360 Casablanca
Tel. : 05 22 42 34 25
Fax : 05 22 42 34 25

Taha FERDAOUS
Associé

Honoraires des Commissaires Aux Comptes

KDH

CAC	Honoraires versés aux CAC
Mazars Audit et Conseil	308
Fidaroc Grant Thornton	250
Total	558

4. GOUVERNANCE

Maroc Leasing est dotée d'une organisation et structure de gouvernance intégrée, lui permettant de repérer les risques auxquels elle est confrontée, de mettre en œuvre un système de contrôle interne adéquat et efficace et d'établir un système de suivi et de réajustement.

La responsabilité du contrôle, de la mesure et de la supervision des risques est partagée entre :

4.1 CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration est responsable de la solidité financière de Maroc Leasing. Il définit ses orientations stratégiques, y compris sa politique de développement, et assure la surveillance de la gestion de ses activités.

Le Conseil d'Administration s'est réuni 4 fois en 2019, et se compose comme suit :

Nom et Prénom	Fonction	Date première de Nomination en tant qu'administrateur	Expiration du mandat	Nombre de mandats
M. Karim Mohamed Mounir	Président du Conseil d'Administration	15-juin-11	A.G.O Exercice 2021	2 Mandats
M. Lotfi SEKKAT	Vice-Président	15-juin-11	A.G.O Exercice 2021	2 Mandats
M. Younes ZOUBIR	Administrateur/ représentant CIH	15-juin-11	A.G.O Exercice 2021	2 Mandats
M. Monsieur Samir HADJIOUI	Administrateur	22-juil-19	A.G.O Exercice 2021	1 Mandat
M. Monsieur Choukri OIMDINA	Administrateur/ représentant BCP	26-nov-18	A.G.O Exercice 2021	1 Mandat
M. Monsieur Hassan MOURAD	Administrateur	11-mai-18	A.G.O Exercice 2021	1 Mandat
M. Abdeslam BENNANI	Administrateur	05-févr-15	A.G.O Exercice 2021	1 Mandat
M. Soumia ALAMI OUALI	Administrateur	25-nov-15	A.G.O Exercice 2021	1 Mandat
M. Zaied ARFAOUI	Administrateur	30-sept-09	A.G.O Exercice 2021	2 Mandats

4.2 COMITÉS ÉMANANT DE L'ORGANE D'ADMINISTRATION

4.2.1 Comité d'Audit et des Risques

Nom et Prénom	Fonction
M. Younes ZOUBIR	Président du Comité d'Audit
M. Samir HADJIOUI	Membre du Comité
M. Choukri OIMDINA	Membre du Comité
M. Mohamed SAFY	Membre du Comité

4.2.2 Comité de Rémunération et Nomination

Nom et Prénom	Fonction
M. Karim Mohamed MOUNIR	Président du comité
M. Abdeslam BENNANI	Membre représentant la BCP
M. Lotfi SEKKAT	Membre représentant le CIH
M. Younes ZOUBIR	Membre représentant le CIH

4.3 COMITÉS ÉMANANT DE L'ORGANE DE DIRECTION

Les comités internes sont des organes de décisions ou de suivi. Les principaux Comités ainsi que leurs prérogatives sont présentés comme suit :

4.3.1 Comité de suivi du plan stratégique

- Evaluer la position stratégique de Maroc Leasing, compte tenu de l'évolution de son environnement et de ses segments de clientèle ainsi que ses axes de développement à moyen et long terme ;
- Etablir la stratégie commerciale & Marketing et veiller à son application ;
- Suivre les projets stratégiques et décider des priorités ;
- Suivre les plans d'action découlant du Plan Moyen Terme.

4.3.2 Comité de suivi des Plans d'action Risques & Audit

- Suivre la mise en application des recommandations émises par le Comité d'Audit, les Commissaires Aux Comptes, l'Inspection Générale Groupe et l'Audit interne ;
- Suivre le plan d'action adopté par l'entité chargée du suivi des Risques et de la Conformité.

4.3.3 Comité de Performance

- Apprécier la performance des processus ;
- Déterminer les mesures à prendre pour améliorer la performance des Processus ;
- Suivre les projets en cours.

4.3.4 Comité ALM

- Définir et mettre en œuvre la stratégie à court et moyen-long termes en matière de gestion globale du bilan (Liquidité et taux) ;

- Optimiser le couple risque/rentabilité en fonction des évolutions du marché et de la stratégie clientèle ;
- Améliorer le coût de refinancement ;
- Prévoir et gérer les impasses de liquidité et de taux.

4.3.5 Comité de Crédit

- Statuer sur tout élément lié au risque de crédit encouru par MLE ;
- Quand la demande de financement dépasse 30 MDHS par client y compris l'encours financier, un comité élargi nommé « Comité Grands Risques » se tient avec la participation de deux membres externes à MLE.

4.3.6 Comité de Recouvrement et Créances sensibles

- Arrêter la liste des créances en souffrance et suivre leur évolution ;
- Valider les dossiers à transférer au contentieux ;
- Examiner l'état d'avancement des dossiers gérés en précontentieux ;
- Valider le choix de l'avocat à la phase précontentieuse.

4.3.7 Comité Système d'Information & Sécurité

- Valider le schéma directeur SI ;
- Suivre les projets SI ;
- Valider le périmètre des tests d'intrusion ;
- Apprécier le niveau de sécurité du Système d'Information ainsi que les actions correctives et préventives.

4.3.8 Comité Déontologique & Ethique

- S'assurer de l'application des règles déontologiques et éthiques ;
- Se prononcer sur les cas et faits de déontologie et d'éthique ;
- Suivre le plan d'action établi par l'entité chargée de la déontologie et de l'éthique.

4.3.9 Comité de Sécurité & Hygiène

- S'assurer de l'application des dispositions relatives à la sécurité et la protection de la santé ;
- Veiller au bon entretien et au bon usage des dispositifs de protection des salariés contre les risques professionnels ;
- Porter une appréciation sur le fonctionnement du service médical assuré par le médecin de travail.

5. GESTION GLOBALE DES RISQUES

5.1 RISQUE DE CRÉDIT

Maroc Leasing est conforme aux différentes dispositions réglementaires mises en place par Bank Al Maghrib afin de maîtriser ce type de risques. Plusieurs techniques préventives ou à posteriori sont utilisées :

- Sécurité et rentabilité des opérations ;
- Diversification des risques ;
- Sélection stricte des dossiers lors de l'octroi ;
- Séparation entre les fonctions de l'activité « Commerciale » et celle de l'appréciation et évaluation des demandes de crédit « Engagement », ainsi que du « contrôle des risques » ;
- Collégialité de la décision par l'instauration des Comités de crédit et de suivi des créances en souffrance ;
- Détection précoce de défaillance des contreparties ;
- Réactivité dans le recouvrement ;
- Veille juridique (réglementation, lois, judiciaire).

5.1.1 SYSTÈME DE SCORING ET DE NOTATION

Le système Scoring et de notation de Maroc Leasing est un outil d'aide à la décision utilisé à l'octroi des demandes de financement. Il est mis à la disposition des engagements, et des membres du Comité de Crédit afin de leur permettre d'évaluer le risque encouru sur un client, à travers l'attribution d'une note par référence à une échelle de notation. Il correspond à une méthode d'analyse financière qui tente de synthétiser un certain nombre de ratios sous forme d'un seul indicateur susceptible de distinguer les entreprises saines des entreprises défaillantes.

Au cours de l'exercice 2019, Maroc Leasing s'est engagée dans un projet de refonte de son système de scoring et de notation en phase avec sa stratégie d'industrialisation et d'automatisation lui permettant d'optimiser le délai du processus d'octroi des crédits, et d'y aligner son dispositif de gestion des risques de crédit. Dans ce cadre, Maroc Leasing se fait accompagner par un cabinet international de renom ainsi que sa maison mère la Banque Centrale Populaire.

Ce système repose sur une série de modèles statistiques appropriés à chaque catégorie de contrepartie permettant d'attribuer à chacune une note selon une grille spécifique dont chaque niveau correspond à une probabilité de défaut. Cette démarche s'inscrit dans le processus de gestion globale du risque de crédit dont l'objectif est de détecter en amont les signes de détérioration potentielle des contreparties et répondre aux exigences réglementaires en la matière.

5.1.2 Concentration sectorielle

Maroc Leasing dispose d'un dispositif de gestion et de suivi du risque de concentration sectorielle. Il s'articule autour de règles et normes qui consistent à combiner la mesure du degré de sinistralité des secteurs avec leurs potentiels de développement. Ce dispositif constitue une composante importante du processus de planification stratégique du développement du portefeuille.

5.1.3 Suivi des créances sensibles

L'identification et le suivi de ces créances s'opèrent conjointement par les fonctions Commerciale et Recouvrement. Il s'agit d'échanger en permanence avec les gestionnaires de la relation, des informations sur la situation des clients en difficultés. Aussi un cadre régissant le traitement des créances sensibles fait l'objet d'une nouvelle circulaire en cours de finalisation par les instances de Bank Al Maghrib.

5.2 RISQUES DE LIQUIDITÉ ET DE TAUX

Dans le cadre du renforcement de son système de pilotage et de ses outils d'aide à la décision, Maroc Leasing a mis en place d'un système de gestion actif-passif (ALM). L'objectif est d'optimiser les stratégies de refinancement et d'assurer l'adéquation entre emplois et ressources en termes de volume et de profils d'amortissement. Le dispositif ALM devant permettre d'optimiser la gestion des risques de liquidité et de taux d'intérêt.

5.2.1 Risque de liquidité

Ce risque revêt un caractère particulier dans le cas des sociétés de financement, à l'instar des banques, dont l'objectif est de maximiser la marge de transformation. Une gestion laxiste (au jour le jour ou à court terme) de ce risque de liquidité se traduit par des coûts de refinancement élevés impactant négativement les résultats. Ce risque pourrait entraîner dans certains cas une cessation d'activité temporaire, voir définitive.

La méthode utilisée est la méthode des impasses. Les impasses de liquidité sont définies par les différences entre les encours du passif et de l'actif à une date donnée.

Via l'application « ALM », sont dressés les profils d'amortissement des ressources et des emplois. L'échéancier de recouvrement des emplois est ensuite corrigé pour tenir compte des impayés et des créances non recouvrées, ce qui permettra d'obtenir un échéancier « réel » pour les emplois.

Les flux prévisionnels entrants et sortants, que sont les recouvrements des redevances relatives aux financements accordés par Maroc Leasing et les remboursements des différents emprunts contractés par Maroc Leasing, sont alors confrontés. Cette confrontation permettra de calculer les impasses « statiques » de liquidité.

La nouvelle production est ensuite intégrée pour un horizon de gestion donné et les impasses « dynamiques » recalculées, puis les besoins de refinancement prévisionnels déterminés

5.2.2 Risque de taux

Quant au risque de taux d'intérêt, il se définit comme le risque de voir les résultats affectés défavorablement par les mouvements des taux d'intérêt.

Le risque de taux d'intérêt reflète généralement l'inadéquation entre les éléments de l'actif et ceux du passif en termes de référence de taux et de durée.

L'activité de Maroc Leasing consiste à se financer auprès du secteur bancaire ou sur le marché obligataire pour octroyer des crédits-bails mobilier et immobilier. Les taux de financement et les taux de sortie constituent les éléments centraux dans la formation de ses résultats, et leur différentiel conditionne sa rentabilité.

Du côté des ressources de Maroc Leasing, la majeure partie des lignes de financement sont à taux fixes. Elles sont composées généralement de CMT et d'emprunts obligataires. Ces lignes de financement ont une maturité initiale maximale de 5 ans.

Du côté des emplois, la totalité des CBM sont à taux fixe et ont une maturité initiale moyenne de 48 mois. Quant aux CBI, ils ont une maturité moyenne de 120 mois. Le taux d'intérêt est fixe pendant les 5 premières années avec la possibilité de le réviser toutes les 5 années durant la durée de contrat.

5.3 DISPOSITIF DU RISQUE OPERATIONNEL

Le dispositif de gestion des risques opérationnels mis en place par Maroc Leasing vise à identifier l'ensemble des sources de risques majeurs en vue de les couvrir (fraude interne, fraude externe, pratiques en matière d'emploi et sécurité sur le lieu de travail, clients produits et pratiques commerciales, dysfonctionnements de l'activité et des systèmes, exécution livraison et gestion des processus).

Afin de renforcer la maîtrise des risques opérationnels, la fonction « Risques et Conformité » assure sa mission en veillant à :

- Alimenter et mettre à jour la cartographie des risques ;
- Constituer une base de données des incidents opérationnels ;
- Mettre en place des procédures de suivi et de contrôle des différents risques identifiés ;
- Adopter des mesures destinées à réduire les risques.

5.3.1 CARTOGRAPHIE DES RISQUES OPÉRATIONNELS

La démarche de revue de la cartographie des risques opérationnels s'appuie sur le référentiel interne des processus.

L'évaluation de ces risques s'effectue selon le paramètre de la fréquence et celui de l'impact suivant une grille de score. Les dispositifs de maîtrise de risques sont appréciés par rapport à leur pertinence et leur applicabilité selon trois niveaux : satisfaisant, à renforcer ou insatisfaisant.

Les travaux de revue de la cartographie des risques opérationnels permettent d'une part, une vue hiérarchisée des risques et d'autre part, la mise en place de plans d'action par processus.

5.3.2 COLLECTE DES INCIDENTS

Le système de collecte des incidents liés aux risques opérationnels se base sur un mécanisme déclaratif géré en temps réel grâce à l'outil E-Front. L'animation des acteurs du processus de collecte permet d'améliorer la qualité des déclarations et d'avoir une meilleure visibilité sur le profil risque de chaque processus.

Le profil risque reste concentré sur les quatre catégories baloises : erreur d'exécution, fraude interne, fraude externe et dommages aux actifs. L'erreur d'exécution est considérée comme étant la première source de risques opérationnels en nombre d'incidents.

5.3.3 SUIVI DES ACTIVITÉS EXTERNALISÉES

Maroc Leasing s'est engagée dans la mise en place d'une politique de gestion des risques liés aux activités externalisées lui permettant de suivre le niveau d'exposition des risques opérationnels liés aux activités critiques confiées aux prestataires externes.

Il s'agit notamment du :

- Risque juridique ;
- Risque de divulgation d'informations internes ;
- Risque lié à la protection des données à caractère personnel ;
- Risque de non performance ou de défaillance du prestataire ;
- Risque d'image ou de réputation ;
- Risque de concentration d'activités externalisées chez un seul prestataire.

5.3.4 DISPOSITIF DE GESTION DU PLAN DE CONTINUITÉ D'ACTIVITÉ

Conformément à la directive 47/G/2007 relative au plan de continuité de l'activité au sein des établissements de crédit, émise par Bank-Al-Maghrib, Maroc Leasing a engagé une démarche de sécurité et de prévention.

Le PCA de Maroc Leasing, a pour objectif une gestion adaptée, cohérente, synchronisée et efficace des situations qui pourront affecter tout ou partie des entités de l'établissement. Il permet de minimiser les effets des interruptions des activités, du fait des interdépendances qui existent entre elles et les ressources sur lesquelles elles reposent, notamment humaines, informatiques ou encore logistiques. Il

s'agit d'un ensemble de mesures et procédures visant à assurer, selon divers scénarios de crise, y compris face à des chocs extrêmes, le maintien de façon temporaire selon un mode dégradé, des prestations de services essentielles puis la reprise planifiée des activités.

Maroc Leasing a procédé à une refonte de son plan de continuité d'activité « PCA » qui a pour objectif la revue des différents plans, et la réalisation d'un test d'évacuation jusqu'au basculement sur le site de repli.

Les actions réalisées au cours de l'exercice 2019 se détaillent comme suit :

- Elaboration d'un plan de secours métier définissant les activités critiques ;
- Mise en place d'une cartographie et scénarios de sinistres ;
- Définition des responsabilités et procédures de gestion de crise ;
- Mise en place des procédures en mode dégradé (Plan de continuité des opérations) ;
- Désignation des acteurs de la communication (Plan de Communication) ;
- Elaboration du plan d'hébergement des utilisateurs avec les solutions de repli retenues, et les procédures de reprise ;
- Formalisation des procédures de secours informatique (PSI) permettant la reprise des activités dans les délais ;
- Formation et sensibilisation du personnel sur l'exercice d'évacuation ;
- Réalisation et réussite d'un test d'évacuation.

6. DISPOSITIF DU CONTROLE PERMANENT

Le contrôle permanent est constitué de l'ensemble des dispositifs qui permettent de fournir une assurance raisonnable quant à la maîtrise des risques selon leur niveau d'acceptation. Le dispositif de contrôle permanent est adapté à son activité, à sa taille, à la complexité et à l'importance des risques que les activités du périmètre génèrent.

Le contrôle permanent vérifie le respect des règles de gestion, l'existence, la permanence et la pertinence des contrôles.

Le contrôle permanent procède à des contrôles permanents de deuxième niveau. Il centralise et analyse les résultats des contrôles, et produit périodiquement des reportings à destination du Comité d'Audit & des Risques.

7. DISPOSITIF DE CONFORMITÉ, DEONTOLOGIE ET ETHIQUE

7.1 CONFORMITE

Le risque de non-conformité tel que défini dans la charte de Conformité de Maroc Leasing, est le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière significative ou d'atteinte à la réputation qui naît du non-respect des dispositions propres aux activités de Maroc Leasing, qu'elles soient de nature légales ou réglementaires, ou qu'il s'agisse de normes professionnelles et déontologiques.

Le contrôle et la maîtrise du risque de non-conformité lié principalement à :

- La lutte anti-blanchiment et le financement du terrorisme ;
- La prévention contre la corruption et la fraude ;
- Le respect de la déontologie et de l'éthique professionnelle ;
- La protection des données à caractère personnel ;
- La maîtrise des risques de non-conformité relatifs aux nouveaux produits/activités ;
- Le contrôle du respect de la réglementation en matière de gouvernance.

Maroc Leasing a procédé à la refonte de son dispositif de lutte contre le blanchiment et le financement de terrorisme par la mise en place d'un arsenal procédural englobant des politiques et procédures ainsi qu'une Solution « SIRON KYC & AML » lui permettant une amélioration continue du dispositif LAB/FT.

7.2 DEONTOLOGIE ET ETHIQUE

Le code de déontologie et d'éthique définit les règles de bonne conduite et de saine gouvernance des activités et métiers, devant être observées par les différents acteurs de Maroc Leasing.

Le code vise à préserver l'image et la réputation de Maroc Leasing. Il a pour objectif également de sécuriser le processus de son développement et d'élever ses standards de qualité et de professionnalisme.

Maroc Leasing inscrit son action à la croisée de l'intérêt général et du marché, en accompagnant ses clients suivant des valeurs qui guident son action : l'engagement, le service, la synergie, l'optimisation et la réactivité (ESSOR).

La fonction conformité de Maroc Leasing adresse, régulièrement, un rapport sur l'activité déontologie à l'Autorité Marocaine du Marché de Capitaux accompagnés de la liste actualisée des personnes initiées.

8. GOUVERNANCE DU SYSTEME D'INFORMATION

Les nouvelles technologies de l'information et les moyens de communication se diversifient et les utilisations des systèmes d'information aussi évoluent et s'enrichissent chaque jour, face à ce contexte et ayant pris conscience de l'importance stratégique des systèmes d'information et de leur performance opérationnelle et économique, Maroc Leasing a remis la DSI au centre des attentions pour répondre aux enjeux d'innovation et d'intégration des technologies.

Dans ce cadre, Maroc Leasing a lancé en 2018 un projet de définition de son Schéma Directeur du Système d'Information (SDSI) pour avoir un SI fiable, agile et aligné avec sa dynamique de transformation digitale et de structuration de son activité selon sa vision stratégique globale.

Le système d'information Maroc leasing se compose d'un ensemble de plateformes :

❑ **Backoffice**

- Un ERP ouvert qui permet de gérer l'intégralité du cycle de vie du métier de leasing avec un système de workflows intégré ;
- Un ERP comptable qui couvre la comptabilité générale, trésorerie, rapprochement bancaire, gestion des immobilisations, gestion des fournisseurs d'exploitation, Communication réglementaire ;
- Un outil de dématérialisation documentaire « GED » ;
- Un outil CRM ;
- Une solution de lutte anti blanchiment ;
- Une solution Scoring et de Notation.

❑ **Front office**

- Un espace partenaire baptisé Wajiha, qui donne la possibilité à nos partenaires d'effectuer des propositions en ligne, suivre leurs portefeuilles clients, la gestion des tâches, alertes et notification, reporting...;
- Un espace client pour rendre l'accessibilité à l'information plus simple et plus rapide « la consultation, l'édition et le suivi des contrats, la situation client, l'édition des factures, l'édition de l'échéancier, la demande SAV ainsi que la gestion des réclamations ;
- Une solution mobile sur des tablettes au profit des commerciaux pour la gestion des propositions, simulations et des portefeuilles.

La gouvernance du système d'information est désormais un impératif pour conduire et faire évoluer le SI en accord avec les parties prenantes. Pour cela, Maroc Leasing a mis un ensemble de mesures pour assurer une bonne gouvernance IT :

- Un comité de suivi IT qui se tient chaque trimestre pour avoir une visibilité de l'avancement du portefeuille global des projets, centraliser et qualifier les nouvelles demandes métiers, décider & arbitrer ;
- Un comité de sécurité SI qui se tient sur une fréquence semestrielle ;
- Une charte de sécurité SI ;
- Des audits de sécurité et des tests d'intrusion réalisés en collaboration avec des prestataires spécialisés en la matière ;
- La sensibilisation des utilisateurs sur la cybercriminalité.

9. SYSTÈMES DE MANAGEMENT DE LA QUALITE

Résolument orientée vers la satisfaction client, Maroc Leasing a initié le projet de mise en place d'un Système de Management de la Qualité (SMQ) conformément à la norme ISO 9001-Version 2015.

La mise en place du SMQ répond aux principales orientations stratégiques suivantes :

- ✓ Renforcer la position d'acteur de référence ;
- ✓ Améliorer la productivité, les délais, la qualité de service et le fonctionnement des processus ;
- ✓ Garantir une prise en compte des standards internationaux en l'occurrence la norme ISO 9001-Version 2015 ;
- ✓ Impliquer l'ensemble du personnel dans l'atteinte des objectifs.

Durant le 1^{ère} trimestre 2020, la mise en place du SMQ a été parachevée par l'obtention de la certification de l'ensemble des activités par la mise en place d'un Système de Management de la Qualité conformément à la norme ISO 9001V 2015.

Maroc Leasing devient ainsi la 1^{ère} société de crédit-bail au Maroc à être certifié ISO 9001-Version 2015.

10. RAPPORT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

10.1 Informations environnementales

En tant qu'acteur significatif du financement de l'économie, Maroc Leasing a un rôle à jouer dans la transition vers un développement durable et a choisi depuis 2015 de renforcer ses ambitions en matière de responsabilité sociale et environnementale.

La RSE est à ce titre l'un des grands leviers transverses au service des ambitions du nouveau plan stratégique ESSOR 2022, au service d'une création de valeur pérenne.

La démarche environnementale et sociale permet de nourrir le dialogue stratégique avec les clients et d'accompagner leur propre transition vers un modèle plus durable, à travers le développement d'offres innovantes.

Aussi, depuis 2015, Maroc Leasing a adopté une démarche de responsabilité d'entreprise gérée à travers un Système de Gestion des Risques Environnementaux et Sociaux (SGES). Elle intègre les risques sociaux et environnementaux dans l'analyse des financements de projets.

Le SGES s'intègre dans la démarche globale d'évaluation des risques avant l'octroi des demandes de financement aux entreprises. Il impose à chaque étape la prise en compte des impacts environnementaux et sociaux des projets et les risques associés.

En effet, une liste d'exclusion est établie et appliquée strictement pour les secteurs et activités sensibles ou interdits au financement. Elle exclut tout financement de projets jugés « non éthiques » selon les critères suivants : activités illégales, armes, alcool, jeux de hasards & casinos, matériaux radioactifs, etc...

UN FINANCEMENT POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE

Dans un contexte énergétique en perpétuelle évolution, maîtrise des consommations énergétiques, financements innovants, autoconsommation, Maroc Leasing déploie des solutions de financement pour accélérer la transition énergétique des entreprises, leur permettant d'adopter des démarches efficaces et éco-responsables.

En 2019, Maroc Leasing élargit sa plateforme de financement et met à la disposition de ses clients de nouvelles lignes de financement :

MORSEFF

Associé au programme de la ligne marocaine de financement de l'énergie durable « Morseff », initiée par des bailleurs de fonds européens, Maroc Leasing a financé plus de 80 projets dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables pour un montant global de 240 millions dirhams.

Via son produit **ECO ENERGY BAIL**, Maroc Leasing accompagne ses clients dans la réalisation de leur stratégie énergétique en leur offrant une solution clé en main, comprenant à la fois le financement, une assistance technique gratuite et une subvention d'investissement.

LIGNE FINEA

Associée à la convention de refinancement de plus d'un milliard de dirhams, signée entre FINEA et la BCP, en faveur des petites et moyennes entreprises (PME).

Maroc Leasing renforce son dispositif de relance de l'investissement, et finance à des conditions avantageuses les projets d'investissement des PME exerçant dans tous les secteurs productifs de l'économie.

10.2 Informations sociales

Maroc Leasing a doté la fonction Ressources Humaines d'outils adaptés et évolutifs permettant d'accompagner le développement de l'entreprise avec efficacité. Une large place est accordée à la compétence et aux contributions individuelles et collectives.

Le recrutement au sein de Maroc Leasing fait l'objet d'une planification des besoins inscrite dans le cadre du PMT triennal et évaluée dans le cadre du processus budgétaire ;

Maroc Leasing exige pour ses recrues des parcours en adéquation avec ses valeurs, tout en favorisant la diversité des profils et des sources de recrutement. Une attention particulière est portée à l'adéquation entre ses valeurs et celles incarnées par les candidats.

Sur le plan de gestion des carrières, Maroc Leasing place le capital humain au cœur de sa vision et son développement. Sa politique de Gestion de carrière est fondée sur le développement des compétences, la responsabilisation et la mise en place d'une culture de communication et de partage, visant à porter ses effectifs aux plus hauts niveaux d'expertise, grâce notamment à sa politique de formation.

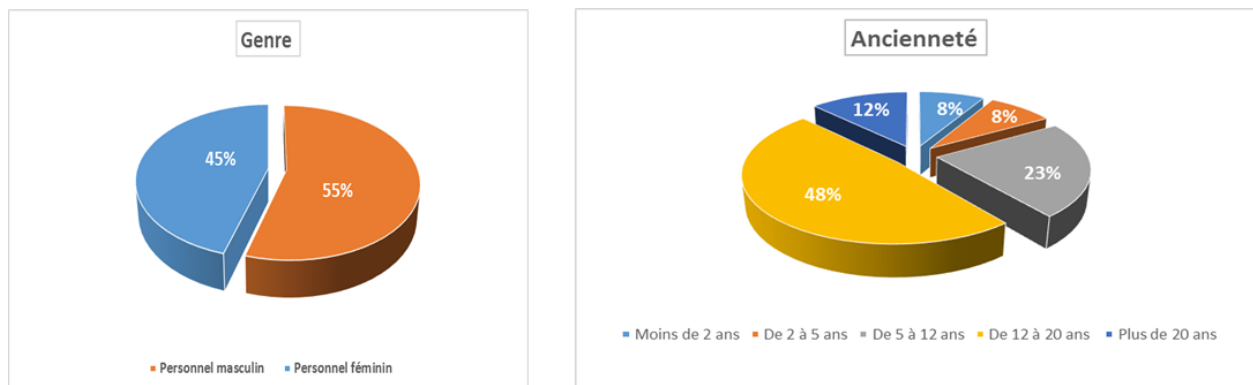
A cet effet, Maroc Leasing a mis en place une ingénierie de formation en vue d'assurer le développement des compétences, l'épanouissement des collaborateurs et la valorisation de leurs expériences (Compétences techniques liées au poste, compétences managériales et de leadership).

Pour 2019, le budget de formation représente 1,7% de la masse salariale, et les formations réalisées ont concerné l'ensemble des collaborateurs.

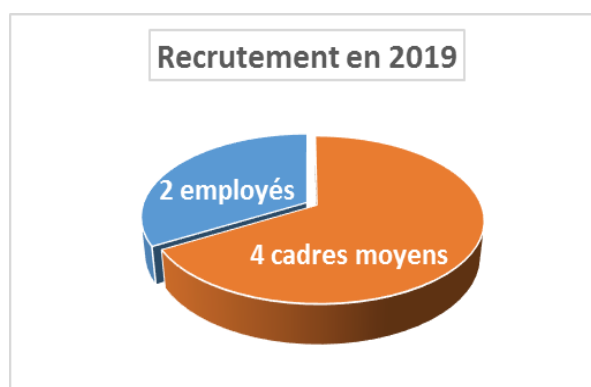
Concernant les autres indicateurs sociaux, le personnel de Maroc Leasing est représenté par six délégués. Deux accidents de travail ont été recensés, et aucun mouvement de grève n'a été constaté en 2019.

L'effectif de Maroc Leasing compte 97 personnes au 31 12 2019.

La répartition de l'effectif de Maroc Leasing par genre, ancienneté et nature de contrat se ventile comme suit :



Maroc Leasing a procédé au recrutement comme suit :



11. LISTE DES COMMUNIQUES DE PRESSE

- Communiqué de presse post Conseil d'Administration du 15 février 2019 ;
- Communication financière : Situation au 31 décembre 2018 ;
- Avis de convocation à l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 juin 2019 ;
- Communiqué de presse post AGO du 25 juin 2019 ;
- Communiqué post Conseil d'Administration du 22 juillet 2019 ;
- Communication financière des indicateurs d'activité du 2^{ème} Trimestre 2019 ;
- Communication financière situation au 30 juin 2019 ;
- Communication financière des indicateurs d'activité du 3^{ème} Trimestre 2019 ;
- Communiqué émission d'un Emprunt Obligataire Subordonné Perpétuel avec mécanisme d'absorption de pertes et d'annulation de coupon.

Pour consulter nos communiqués de presse :

<http://www.marocleasing.ma/Medias/Pages/Publications.aspx>

12. ANNEXES: COMPTES SOCIAUX ANNUELS

BILAN

(en milliers de DH)

ACTIF	31/12/2019	31/12/2018
1. Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Services des chèques postaux		-
2. Créances sur les établissements de crédit et assimilés		-
. A vue		-
. A terme		-
3. Créances sur la clientèle	3 684	4 658
. Crédits de trésorerie et à la consommation	274	90
. Crédits à l'équipement		
. Crédits immobiliers	152	195
. Autres crédits	3 258	4 373
4. Créances acquises par affacturage		
5. Titres de transaction et de placement	-	-
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance	-	-
. Titres de propriété		
6. Autres actifs	136 967	90 633
7. Titres d'investissement		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
8. Titres de participation et emplois assimilés	1 260	686
9. Créances subordonnées	-	-
10. Immobilisations données en crédit-bail et en location	11 452 639	11 076 788
11. Immobilisations incorporelles	125 240	117 623
12. Immobilisations corporelles	12 248	11 391
TOTAL DE L'ACTIF	11 732 038	11 301 779

PASSIF

(en milliers de DH)

PASSIF	31/12/2019	31/12/2018
1. Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	9 186 628	8 838 568
. A vue	910 797	511 285
. A terme	8 275 831	8 327 283
3. Dépôts de la clientèle	70 882	99 123
. Comptes à vue créditeurs	34 528	32 300
. Comptes d'épargne	-	-
. Dépôts à terme	-	-
. Autres comptes créditeurs	36 354	66 823
4. Titres de créance émis	819 267	819 147
. Titres de créance négociables	-	-
. Emprunts obligataires	819 267	819 147
. Autres titres de créance émis	-	-
5. Autres passifs	600 152	569 161
6. Provisions pour risques et charges	14 113	12 608
7. Provisions réglementées	-	-
8. Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
9. Dettes subordonnées	120 053	70 023
10. Ecart de réévaluation	-	-
11. Réserves et primes liées au capital	423 774	423 774
12. Capital	277 677	277 677
13. Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
14. Report à nouveau (+/-)	147 270	119 557
15. Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
16. Résultat net de l'exercice (+/-)	72 222	72 141
TOTAL DU PASSIF	11 732 038	11 301 779

HORS BILAN

(en milliers de DH)

HORS BILAN	31/12/2019	31/12/2018
ENGAGEMENTS DONNES	1 022 916	869 939
1. Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
2. Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	1 022 916	869 939
3. Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
4. Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
5. Titres achetés à réméré	-	-
6. Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	741 207	579 392
7. Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	0	0
8. Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	741 207	579 392
9. Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
10. Titres vendus à réméré	-	-
11. Autres titres à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

(en milliers de DH)

	31/12/2019	31/12/2018
I.PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	3 651 385	3 489 308
1.Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	144	3 010
2.Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	6 973	7 259
3.Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	-	-
4.Produits sur titres de propriété	209	-
5.Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	3 644 059	3 478 713
6.Commissions sur prestations de service	-	-
7.Autres produits bancaires	-	326
II.CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	3 320 638	3 188 257
8.Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	341 422	346 153
9.Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	4 317	5 513
10.Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	30 417	30 100
11.Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	2 944 266	2 806 329
12.Autres charges bancaires	216	162
III.PRODUIT NET BANCAIRE	330 747	301 051
13.Produits d'exploitation non bancaire	441	136
14.Charges d'exploitation non bancaire	-	-
IV.CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	74 868	71 071
15.Charges de personnel	45 024	43 680
16.Impôts et taxes	471	498
17.Charges externes	22 445	20 916
18.Autres charges générales d'exploitation	1 600	1 455
19.Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	5 328	4 522
V.DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	202 932	188 724
20.Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	153 725	137 810
21.Pertes sur créances irrécouvrables	35 702	38 532
22.Autres dotations aux provisions	13 505	12 382
VI.REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	64 814	68 151
23.Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	64 240	68 151
24.Récupérations sur créances amorties	-	-
25.Autres reprises de provisions	574	-
VII.RESULTAT COURANT	118 202	109 543
26.Produits non courants	-	229
27.Charges non courantes	2 362	2 677
VIII.RESULTAT AVANT IMPOTS SUR LES RESULTATS	115 840	107 095
28.Impôts sur les résultats	43 618	34 954
IX.RESULTAT NET DE L'EXERCICE	72 222	72 141

ETAT DES SOLDES DE GESTION

(en milliers de DH)

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	31/12/2019	31/12/2018
+ Intérêts et produits assimilés	7 117	10 269
- Intérêts et charges assimilées	376 156	381 766
MARGE D'INTERET	- 369 039	- 371 497
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	3 644 059	3 478 713
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	2 944 266	2 806 329
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	699 793	672 384
+ Commissions perçues	-	-
- Commissions servies	-	-
Marge sur commissions	-	-
± Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-
± Résultat des opérations sur titres de placement	209	-
± Résultat des opérations de change	-	-
± Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
Résultat des opérations de marché	209	-
+ Divers autres produits bancaires	-	326
- Diverses autres charges bancaires	216	162
PRODUIT NET BANCAIRE	330 747	301 051
± Résultat des opérations sur immobilisations financières	-	-
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	441	136
- Autres charges d'exploitation non bancaire	-	-
- Charges générales d'exploitation	74 868	71 071
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	256 320	230 116
± Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	125 187	108 191
± Autres dotations nettes des reprises aux provisions	12 931	12 382
RESULTAT COURANT	118 202	109 543
RESULTAT NON COURANT	- 2 362	- 2 448
- Impôts sur les résultats	43 618	34 954
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	72 222	72 141
II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT		
± RESULTAT NET DE L'EXERCICE	72 222	72 141
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	5 328	4 522
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	-	-
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	-	-
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	-
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
± CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	77 550	76 663
- Bénéfices distribués	44 428	44 428
± AUTOFINANCEMENT	33 122	32 235

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(en milliers de DH)

	31/12/2019	31/12/2018
1.(+) Produits d'exploitation bancaire perçus	3 651 385	3 489 308
2.(+) Récupérations sur créances amorties	-	-
3.(+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	441	365
4.(-) Charges d'exploitation bancaire versées	3 320 638	3 188 257
5.(-) Charges d'exploitation non bancaire versées	2 362	2 677
6.(-) Charges générales d'exploitation versées	69 540	66 549
7.(-) Impôts sur les résultats versés	34 954	27 521
I.Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	224 332	204 669
Variation des :		
8.(±) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-
9.(±) Créances sur la clientèle	974	2 251
10.(±) Titres de transaction et de placement	-	250 023
11.(±) Autres actifs	- 46 334	23 894
12.(±) Immobilisations données en crédit-bail et en location	- 375 851	- 166 658
13.(±) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	348 060	- 257 710
14.(±) Dépôts de la clientèle	- 28 241	- 58
15.(±) Titres de créance émis	120	- 23
16.(±) Autres passifs	- 114 829	- 2 033
II.Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	- 216 101	- 150 314
III.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	8 231	54 355
17.(+) Produit des cessions d'immobilisations financières	-	-
18.(+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
19.(-) Acquisition d'immobilisations financières	-	-
20.(-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	13 803	9 927
21.(+) Intérêts perçus	-	-
22.(+) Dividendes perçus	-	-
IV.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	- 13 803	- 9 927
23.(+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
24.(+) Emission de dettes subordonnées	50 000	-
25.(+) Emission d'actions	-	-
26.(-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
27.(-) Intérêts versés	-	-
28.(-) Dividendes versés	44 428	44 428
V.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	5 572	- 44 428
VI.VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV +V)	-	-
VII.TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	-	-
VIII.TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	-	-

PROVISIONS

(en milliers de DH)

PROVISIONS	Encours 31/12/2018	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2019
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	1 103 379	258 019	68 356	-	1 293 042
créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-
créances sur la clientèle	-	-	-	-	-
titres de placement	243	-	-	-	243
titres de participation et emplois assimilés	11 500	-	574	-	10 926
Provisions pour dépréciation des immobilisations en crédit-bail et en location	604 983	153 205	9 221	-	748 967
Provision créance en souffrance sur opération de crédit-bail et en location	486 653	104 814	58 561	-	532 906
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	12 608	4 113	2 608	-	14 113
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	-	-	-	-	-
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	-	-	-	-	-
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	12 608	4 113	2 608	-	14 113
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	1 115 987	262 132	70 964	-	1 307 155

TITRES DE CREANCES EMIS

(en milliers de DH)

Nature des titres émis	Caractéristiques				
	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur nominale	Taux	Mode de Remboursement
Emprunt Obligataire	5 avril 2017	5 avril 2022	400 000	3,48% (*)	IN FINE
Emprunt Obligataire	5 avril 2017	5 avril 2022	400 000	2,99% (**)	IN FINE
TOTAL			800 000		

(*) Taux Fixe

(**) Taux Variable

IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE

(en milliers de DH)

NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements			Provisions		Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	20 671 452	21 247 782	20 329 039	21 590 195	2 807 673	8 855 683	258 019	67 782	1 281 873	11 452 639
CREDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CREDIT-BAIL MOBILIER	12 388 135	5 823 617	4 887 654	13 324 098	2 393 175	6 305 961	48 911	5 679	238 704	6 779 433
- Crédit-bail mobilier en cours	437 682	2 985 998	2 877 619	546 061	-	-	-	-	-	546 061
- Crédit-bail mobilier loué	11 490 035	2 837 619	1 982 160	12 345 494	2 339 811	5 928 381	48 911	5 679	238 704	6 178 409
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation	460 418	-	27 875	432 543	53 364	377 580	-	-	-	54 963
CREDIT-BAIL IMMOBILIER	7 416 574	1 104 005	1 215 942	7 304 637	414 498	2 549 722	104 294	3 542	510 263	4 244 652
- Crédit-bail immobilier en cours	195 408	456 891	484 170	168 129	-	-	-	-	-	168 129
- Crédit-bail immobilier loué	6 582 998	524 170	721 136	6 386 032	329 303	1 891 581	104 294	3 542	510 263	3 984 188
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation	638 168	122 944	10 636	750 476	85 195	658 141	-	-	-	92 335
LOYERS COURUS A RECEVOIR	63 864	4 664 184	4 705 761	22 287	-	-	-	-	-	22 287
LOYERS RESTRUCTURES	5 246	14 504	17 909	1 841	-	-	-	-	-	1 841
LOYERS IMPAYES	5 250	6 210 786	6 160 776	55 260	-	-	-	-	-	55 260
CREANCES EN SOUFFRANCE	792 383	3 430 686	3 340 997	882 072	-	-	104 814	58 561	532 906	349 166
IMMOBILISATIONS DONNEES EN LOCATION SIMPLE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LOYERS COURUS A RECEVOIR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LOYERS RESTRUCTURES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LOYERS IMPAYES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LOYERS EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	20 671 452	21 247 782	20 329 039	21 590 195	2 807 673	8 855 683	258 019	67 782	1 281 873	11 452 639

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

(en milliers de DH)

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2019	Total 31/12/2018
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	-	910 797	-	-	910 797	511 285
VALEURS DONNEES EN PENSION	-	-	-	-	-	-
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	-	-	-	-
EMPRUNTS DE TRESORERIE	-	600 000	-	-	600 000	400 000
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	600 000	-	-	600 000	400 000
EMPRUNTS FINANCIERS	-	7 646 455	-	-	7 646 455	7 894 660
AUTRES DETTES	-	-	-	-	-	-
INTERETS COURUS A PAYER	-	29 376	-	-	29 376	32 623
TOTAL	-	9 186 628	-	-	9 186 628	8 838 568

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE

(en milliers de DH)

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres			46 703
Hypothèques		Immobilisations données en crédit-bail et en location	15 603 155
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL			15 649 858
Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	NEANT	NEANT	NEANT
Autres titres			
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL			

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

(en milliers de DH)

	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	1	52	237	41	95	426
Titres de créance	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail et assimilé	407 311	333 137	641 770	5 841 349	3 875 370	11 098 937
TOTAL	407 312	333 189	642 007	5 841 390	3 875 465	11 099 363
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	396 665	1 875 423	1 729 773	4 638 802	545 965	9 186 628
Dettes envers la clientèle	-	-	-	36 354	-	36 354
Titres de créance émis	-	-	-	819 267	-	819 267
Emprunts subordonnés	-	-	53	-	120 000	120 053
TOTAL	396 665	1 875 423	1 729 826	5 494 423	665 965	10 162 302

CREANCES SUR LA CLIENTELE

(en milliers de DH)

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2019	Total 31/12/2018
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE - Comptes à vue débiteurs - Créances commerciales sur le Maroc - Crédits à l'exportation - Autres crédits de trésorerie						
CREDITS A LA CONSOMMATION				274	274	90
CREDITS A L'EQUIPEMENT						
CREDITS IMMOBILIERS				152	152	195
AUTRES CREDITS				3 258	3 258	4 373
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTERETS COURUS A RECEVOIR						
CREANCES EN SOUFFRANCE - Créances pré-douteuses - Créances douteuses - Créances compromises						
TOTAL				3 684	3 684	4 658

DETAIL DES TITRES DE PARTICIPATION

(en milliers de DH)

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
Participations dans les entreprises liées CHAABI LLD	LOCATION LONGUE DUREE	31 450	1,4%	6 000	1 260	31/12/2019	71 064	14 870	209
TOTAL		31 450		6 000	1 260		71 064	14 870	209

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

(en milliers de DH)

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	153 712	10 952		164 664	36 089	3 335		39 424	125 240
- Droit au bail	101 076			101 076					101 076
- Immobilisations en recherche et développement									
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	52 636	10 952		63 588	36 089	3 335		39 424	24 164
- Immobilisations incorporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	33 620	2 851	38	36 433	22 229	1 994	38	24 185	12 248
- Immeubles d'exploitation	2 238	-	-	2 238					2 238
. Terrain d'exploitation	2 238	-	-	2 238					2 238
. Immeubles d'exploitation. Bureaux									
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction									
- Mobilier et matériel d'exploitation	20 223	1 589	17	21 795	15 137	1 410	17	16 530	5 265
. Mobilier de bureau d'exploitation	2 411	44		2 455	1 383	283		1 666	789
. Matériel de bureau d'exploitation	2 374	10	12	2 372	2 009	119	12	2 116	256
. Matériel Informatique	15 387	1 513		16 900	11 717	1 002		12 719	4 181
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	32	-	-	32	11	5	-	16	16
. Autres matériels d'exploitation	19	22	5	36	17	1	5	13	23
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	9 735	1 262	15	10 982	6 768	555	15	7 308	3 674
- Immobilisations corporelles hors exploitation	1 424	-	6	1 418	324	29	6	347	1 071
. Terrains hors exploitation	833			833				-	833
. Immeubles hors exploitation									
. Mobiliers et matériel hors exploitation									
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	591		6	585	324	29	6	347	238
TOTAL	187 332	13 803	38	201 097	58 318	5 329	38	63 609	137 488

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

(en milliers de DH)

Libellé de la rubrique	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produits de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
Immobilisations données en Crédit Bail avec Option d'Achat	2 741 807	2 458 560	283 247	309 800	30 770	4 217

ETAT DES CREANCES EN SOUFFRANCES ET PROVISIONS

(en milliers de DH)

Rubriques	31/12/2019		31/12/2018	
	Créances en Souffrances	Provisions	Créances en Souffrances	Provisions
Créances Pré-douteuses	14 920	2 111	16 970	2 652
Créances Douteuses	14 293	5 928	44 261	14 188
Créances Compromises	852 859	524 867	731 152	469 813
Total	882 072	532 906	792 383	486 653

DETTES SUBORDONNEES

(en milliers de DH)

Rubriques	MONTANT GLOBAL	NON APPARENTE	APPARENTES			31/12/2019	31/12/2018
			ETS. DE CRED & ASSIM	ESES FINANCIERES	ESES NON FINANCIERES		
DETTES SUBORDONNEES	120 053		120 053			120 053	70 023
DETTES SUBORDONNEES A DUREE DETERMINEE							
Titres subordonnés à durée déterminée							
Emprunts subordonnés à durée déterminée auprès des établissements de crédit							
Emprunts subordonnés à durée déterminée auprès des établissements de la clientèle							
DETTES SUBORDONNEES A DUREE INDETERMINEE	120 000		120 000			120 000	70 000
Titres subordonnés à durée indéterminée							
Emprunts subordonnés à durée indéterminée auprès des établissements de crédit	120 000		120 000			120 000	70 000
Emprunts subordonnés à durée indéterminée auprès des établissements de la clientèle							
INTERETS COURUS A PAYER	53		53			53	23

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

(en milliers de DH)

Actif	31/12/2019	31/12/2018
<u>INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETES</u>		
<u>DEBITEURS DIVERS</u>	136 165	89 070
<u>Sommes dues par l'Etat</u>	135 651	88 943
<u>Sommes dues par les organismes de prévoyance</u>	-	-
<u>Sommes diverses dues par le personnel</u>	470	85
<u>Comptes clients de prestations non bancaires</u>	-	-
<u>Divers autres débiteurs</u>	44	42
Dépôts de garantie versés sur opérations de marché		
Dépôts et cautionnements constitués	-	-
Sommes diverses dues par les actionnaires et associés		
Divers autres débiteurs	44	42
<u>VALEURS ET EMPLOIS DIVERS</u>		
<u>COMPTES DE REGULARISATION</u>	802	1 563
<u>Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan</u>		
<u>Comptes d'écarts sur devises et titres</u>		
<u>Résultats potentiels sur produits dérivés de couverture</u>		
<u>Charges à répartir sur plusieurs exercices</u>	683	951
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices	683	951
<u>Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc</u>		
<u>Produits à recevoir et charges constatées d'avance</u>	119	182
Produits à recevoir	-	-
Charges constatées d'avance	119	182
<u>Autres comptes de régularisation</u>	-	430
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs	-	430
<u>Créances en souffrance sur opérations diverses</u>		
Total autres actifs	136 967	90 633

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

(en milliers de DH)

Passif	31/12/2019	31/12/2018
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS		
CREDITEURS DIVERS	493 395	473 323
<u>Sommes dues à l'Etat</u>	294 749	246 731
<u>Sommes dues aux organismes de prévoyance</u>	1 086	1 862
<u>Sommes diverses dues au personnel</u>	-	-
<u>Sommes diverses dues aux actionnaires et associés</u>	-	-
Dividendes à payer	-	-
Versements reçus sur augmentation de capital		
Comptes courants d'associés créditeurs		
Autres sommes dues aux actionnaires et associés		
<u>Fournisseurs de biens et services</u>	172 876	195 183
<u>Divers autres créditeurs</u>	24 684	29 547
Dépôts de garantie reçus sur opérations de marché		
Coupons sur titres de créances émis à payer		
Titres émis amortis et non encore remboursés		
Commissions à verser à Bank Al-Maghrib		
Divers autres créditeurs	24 684	29 547
COMPTE DE REGULARISATION	106 757	95 838
<u>Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan</u>		
<u>Comptes d'écarts sur devises et titres</u>		
<u>Résultats potentiels sur produits dérivés de couverture</u>		
<u>Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc</u>		
<u>Charges à payer et produits constatés d'avances</u>	101 515	95 699
Charges à payer	11 388	10 005
Produits constatés d'avances	90 127	85 694
<u>Autres comptes de régularisation</u>	5 242	139
Comptes transitoires ou d'attente créditeurs	5 242	139
Total Autres -Passif	600 152	569 161

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

(en milliers de DH)

	31/12/2019	31/12/2018
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	<u>1 022 916</u>	<u>869 939</u>
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	1 022 916	869 939
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail	1 022 916	869 939
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
Crédits documentaires export confirmés		
Acceptations ou engagements de payer		
Garanties de crédits données		
Autres cautions, avals et garanties donnés		
Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle		
Garanties de crédits données		
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique		
Autres cautions et garanties données		
Engagements en souffrance		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	<u>741 207</u>	<u>579 392</u>
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	0	0
Ouvertures de crédit confirmés	0	0
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	741 207	579 392
Garanties de crédits	741 207	579 392
Autres garanties reçues		
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-

CAPITAUX PROPRES

(en milliers de DH)

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/2018	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2019
Ecarts de réévaluation				
Réserve légale	27 768	-		27 768
Autres réserves	159 450	-		159 450
Primes d'émission, de fusion et d'apport	236 556			236 556
Capital				
Capital appelé	277 677			277 677
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
Actionnaires. Capital non versé				
Report à nouveau (+/-)	119 557	-	27 713	147 270
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	72 141	72 141	72 222	72 222
Total	893 149	72 141	99 935	920 943

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

(en milliers de DH)

NATURE	Solde au début de l'exercice	Opérations comptables de l'exercice	Déclarations TVA de l'exercice	Solde fin d'exercice
A. TVA collectée	143 137	748 388	717 799	173 726
B. TVA à récupérer	61 422	649 468	610 192	100 698
. Sur charges	887	42 248	42 516	619
. Sur immobilisations	60 535	607 220	567 676	100 079
C. TVA due ou crédit de TVA	81 715	98 920	107 607	73 028

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

(en milliers de DH)

CHARGES	31/12/2019	31/12/2018
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	74 868	71 071
- Charges de personnel	45 024	43 680
- Salaires et appointements	35 125	34 171
- Charges d'assurances sociales	5 309	5 090
- Charges de retraite	3 197	3 059
- Charges de formation	750	741
- Autres charges de personnel	643	619
- Impôts et taxes	471	498
- Taxes urbaines et taxes d'édilité	0	0
- Patente	468	468
- Autres impôts et taxes	3	30
- Charges externes	22 445	20 916
- Loyers de crédit-bail et de location	1 054	1 016
- Frais d'entretien et de réparation	5 404	4 321
- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	4 639	4 948
- Transports et déplacements	3 017	2 921
- Publicité, publications et relations publiques	2 478	2 281
- Autres charges externes	5 853	5 429
- Autres charges générales d'exploitation	1 600	1 455
- Autres charges réparties sur plusieurs exercices	1 369	1 411
- Dons, libéralités et lots		
- Autres charges générales d'exploitation	231	44
- Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	5 328	4 522
- Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	5 328	4 522

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

(en milliers de DH)

	31/12/2019	31/12/2018
PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	441	136
- Autres produits d'exploitation non bancaire	441	136
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	64 814	68 151
- Reprises de provisions pour créances en souffrance	64 240	68 151
- Reprises de provisions pour autres risques et charges	574	-
PRODUITS NON COURANTS	0	229
- Reprises non courantes des amortissements	-	-
- Reprises non courantes de provisions	0	229
- Autres produits non courants	0	0
	-	-
Autres charges bancaires	216	162
- Charges sur moyens de paiement	-	-
- Autres charges sur prestations de service	-	-
- Diverses autres charges bancaires	216	162
CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	-	-
. Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	5 328	4 522
- Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	3 335	2 866
- Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	1 993	1 656
- Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles	-	-
- Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles	-	-
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	202 932	188 724
- Dotations aux provisions pour créances en souffrance	153 725	137 810
- Pertes sur créances irrécouvrables	35 702	38 532
- Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement	-	-
- Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
- Dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	-	-
- Dotations aux provisions pour autres risques et charges	13 505	12 382
- Dotations aux provisions réglementées	-	-
- Dotations aux autres provisions	-	-
CHARGES NON COURANTES	2 362	2 677
- Dotations non courantes aux amortissements	-	-
- Dotations non courantes aux provisions	-	-
- Autres charges non courantes	2 362	2 677

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL

(en milliers de DH)

INTITULES	MONTANTS	MONTANTS
I - RESULTAT NET COMPTABLE		
. Bénéfice net	72 222	
. Perte nette		
II - REINTEGRATIONS FISCALES	49 432	
1- Courantes	46 600	
- Impôt sur les sociétés	43 618	
- Provisions pour congé payé 2019	2 891	
- Excédents d'Amortissements	91	
2- Non courantes	2 832	
- Charges sur immobilisations hors exploitation	29	
- Pénalités et Majorations non Déductibles	2 362	
- Charges non courantes	441	
III - DEDUCTIONS FISCALES		3 766
1- Courantes		2 608
- Provisions pour congé payé 2018		2 608
2- Non courantes		1 158
- Reprise de Provisions déjà soumises à l'IS lors CF CES		503
- Reprise de Provisions déjà soumises à l'IS lors CF P terrain		655
TOTAL	121 654	3 766
IV - RESULTAT BRUT FISCAL		
. Bénéfice brut si T1 > T2 (A)	117 888	
. Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		
V - REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		
. Exercice n-4		
. Exercice n-3		
. Exercice n-2		
. Exercice n-1		
VI - RESULTAT NET FISCAL		
. Bénéfice net fiscal (A - C) OU	117 888	
. Déficit net fiscal (B)		
VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES		
VIII - CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		
. Exercice n-4		
. Exercice n-3		
. Exercice n-2		
. Exercice n-1		

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS

(en milliers de DH)

. Résultat courant d'après le compte de produits et charges		118 202
. Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)		2 982
. Déductions fiscales sur opérations courantes (-)		2 608
. Résultat courant théoriquement imposable (=)		118 576
. Impôt théorique sur résultat courant (-)		43 873
. Résultat courant après impôts (=)		74 329
II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES		
NEANT		

MARGE D'INTERET

(en milliers de DH)

	31/12/2019	31/12/2018
INTETRETS PERCUS	7 117	10 269
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	144	3 010
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	6 973	7 259
INTETRETS SERVIS	376 156	381 766
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	341 422	346 153
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	4 317	5 513
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	30 417	30 100
MARGE D'INTERET	- 369 039	- 371 497

EFFECTIFS

(en milliers de DH)

EFFECTIFS	31/12/2019	31/12/2018
Effectifs rémunérés	97	96
Effectifs utilisés	97	96
Effectifs équivalent plein temps	97	96
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)		
Cadres (équivalent plein temps)	56	56
Employés (équivalent plein temps)	41	40
dont effectifs employés à l'étranger	0	0

RESEAU

(en milliers de DH)

RESEAU	31/12/2019	31/12/2018
Guichets permanents (Agences : Tanger, Rabat, Agadir, Fès)	4	3
Guichets périodiques	NEANT	NEANT
Guichets automatiques de banque	NEANT	NEANT
Succursales et agences à l'étranger	NEANT	NEANT
Bureaux de représentation à l'étranger	NEANT	NEANT

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

(en milliers de DH)

	Exercice 2019	Exercice 2018	Exercice 2017
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	1 040 996	963 172	935 460
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1- Produit net bancaire	330 747	301 051	297 359
2- Résultat avant impôts	115 840	107 095	92 895
3- Impôts sur les résultats	43 618	34 954	27 521
4- Bénéfices distribués	44 428	44 428	44 428
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	147 270	119 558	98 612
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale	26	26	24
Bénéfice distribué par action ou part sociale	16	16	16
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	35 125	34 171	33 002
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	97	96	97

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

I. DATATION

- . Date de clôture (1)
- . Date d'établissement des états de synthèse (2)

31 DECEMBRE 2019
21 FEVRIER 2020

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS POSTERIEURS AU 31 12 2019

NEANT

LISTE DES ETATS PORTANT LA MENTION **NEANT**

- Etat des dérogations
- Etat de changement des méthodes
- Etat des créances subordonnées

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

(en milliers de DH)

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue %
		Exercice précédent	Exercice actuel	
BANQUE CENTRALE POPULAIRE	BD ZERKTOUNI CASABLANCA	1 474 672	1 474 672	53,11%
CIH	BD HASSAN II CASABLANCA	944 417	944 417	34,01%
FLOTTANT EN BOURSE	BOURSE DE CASABLANCA	198 184	198 184	7,14%
THE ARAB INVESTISMENT COMPAGNY	RIYAD - ARABIE SAOUDITE	159 495	159 495	5,74%

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE

(en milliers de DH)

Au 31 décembre 2019, la concentration des risques sur un même bénéficiaire dépassant les 10% des FP sont au nombre de 13 avec un encours global de 3 740 480 KDH.